

Accueil / Non classé



Un événement du RCPEM à Saint-Bruno sans candidat de Montarville



Le RCPEM était au Centre Marcel-Dulude pour cette activité électorale. (Photo : Frank Jr Rodi)

PAR FRANK RODI
17 septembre 2026, 16 h



À quelques semaines des élections provinciales, le Regroupement des centres de la petite enfance de la Montérégie (RCPEM) a réuni le 8 septembre à Saint-Bruno-de-Montarville les partis politiques autour des priorités du réseau de la petite enfance. Il n’y avait toutefois aucun candidat représentant la circonscription de Montarville.

« Nous avons parlé avec les dirigeants des différents partis politiques en leur demandant des candidats concernés par la petite enfance. C’était aux partis de déterminer leur candidat pour notre activité », explique la directrice générale du CPE Les Copains d’abord et présidente du CA du RCPEM, France Bertrand.

Ainsi, la rencontre, tenue au Centre Marcel-Dulude, à Saint-Bruno, a permis aux candidates Anne-Sophie Maguire Armand du PQ (Pierre-Laporte), Marie-Belle Gendron de la CAQ (Châteauguay), Affine Lwalalika du PLQ (Vachon) et Lauréline Manassero de QS (Marie-Victorin) de présenter leurs priorités et leurs engagements à l’égard du réseau public de services éducatifs à la petite enfance. Elles ont aussi échangé avec des gestionnaires de CPE, des membres de conseils d’administration et d’autres acteurs engagés dans le développement du réseau en Montérégie. Les conservateurs ont décliné l’invitation à l’événement du RCPEM.

Saint-Bruno-de-Montarville se trouve dans Montarville. Aucun des candidats de cette circonscription n’a été sélectionné pour prendre part à ce que le RCPEM appelle le *Tour d’horizon politique - Élections 2026 : les priorités des partis pour notre réseau CPE-BC*. « Peu importe qui nous a été envoyé, notre objectif était de faire réfléchir les partis politiques sur la petite enfance. Ça oblige les partis à se questionner. Derrière les candidates qui ont participé, elles avaient déjà des compétences, soit par leur travail ou leurs intérêts personnels », mentionne France Bertrand.



Quatre grands axes ont été abordés lors du *Tour d’horizon politique*, soit le développement du réseau et son accessibilité, la pénurie et rétention de personnel, la charge administrative et la gestion des CPE, ainsi que le financement des CPE. « Nous voulions aujourd’hui donner aux formations politiques l’occasion de se prononcer sur ces enjeux et de faire connaître leurs engagements. Les décisions qui seront prises au cours des prochaines années auront des répercussions directes sur les enfants, les familles et les personnes qui travaillent chaque jour auprès d’eux », souligne le directeur général du RCPEM, Taï Cory. C’est lui qui questionnait les candidats participants.

Pour le RCPEM, cet exercice de dialogue est essentiel alors que le Québec poursuit le développement de son réseau public de services éducatifs à la petite enfance. « La petite enfance doit demeurer une priorité collective. Derrière chaque place en CPE, il y a un enfant, une famille et une communauté. Notre réseau repose sur des personnes engagées, mais elles ont besoin de conditions qui leur permettent de faire leur travail et de répondre aux besoins des familles. Nous souhaitons que les discussions d’aujourd’hui contribuent à placer la petite enfance au cœur des choix qui seront faits au cours des prochaines années », d’ajouter France Bertrand.

